

Pour la société de demain : Non à la fabrique de la violence !

Communiqué du SNUipp-FSU 93, le 25/10/2018

A l'Assemblée nationale, le 23 octobre, Jean-Michel Blanquer s'est insurgé « contre toute forme de laxisme » dans l'affaire du lycéen ayant braqué sa professeure à Créteil. La sanction, « vraisemblablement l'exclusion », est assurée, et il est rappelé qu'"on ne doit pas avoir peur de faire des conseils de discipline". C'est-à-dire d'exclure.

Évidemment, au point où nous en sommes, il faut sanctionner. Nous pensons à ce qu'à dû éprouver notre collègue de Créteil, et le SNUipp-FSU 93 l'assure de toute sa solidarité. Ce que vivent nombre de collègues est inacceptable, et la fréquente absence de réponse de l'institution est pire que tout. D'ailleurs, la suppression annoncée des CHSCT, où les personnels pouvaient encore faire reconnaître des situations devenues insoutenables, sonne comme l'injonction définitive à endurer en silence.

Mais que s'est-il passé en amont ? Les enseignants du 1^{er} degré le savent : la situation est dramatique. En Seine-Saint-Denis, entre 2007 et 2012, 160 postes de RASED ont été supprimés. Quel âge ont les élèves pour lesquels le travail de prévention des rééducateurs (maîtres G des RASED) a cessé d'être conduit, en maternelle et en élémentaire ? Depuis combien d'années maintenant les psychologues scolaires débordés sont centrés sur les dossiers d'orientation plutôt que sur l'accueil des enfants en souffrance et de leur famille ? Les suppressions de postes de ces années noires ont provoqué une dégradation générale de la qualité de l'enseignement : non-remplacement massif, embauche de contractuels non formés...

Mais qui a décidé de la suppression de tous ces postes, dont les RASED, sous le quinquennat Sarkozy ? Pourquoi oublier que Jean-Michel Blanquer était directeur général de l'enseignement scolaire à ce moment-là ? C'est comme pour les résultats des évaluations internationales PIRLS : les élèves français ont des résultats en baisse, mais qui interroge le ministre sur le fait que les élèves évalués ont suivi les programmes de 2008 que Jean-Michel Blanquer avait contribué à mettre en œuvre ?

Aujourd'hui, le nombre d'écoles en situation de crise, car confrontées à des élèves dits « hautement perturbants » ne cesse d'augmenter. Avec quelles réponses ?

Il manque, dans notre seul département, 1600 places en établissements spécialisés de type IME mais aussi ITEP : Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (3400 orientations pour 1800 places). De la même manière, ce sont aussi 1600 places qui manquent dans les structures de soins (2400 orientations pour moins de 800 places). Où sont les enfants qui n'ont pas l'étayage et les soins dont ils auraient besoin ? Pour la plupart, ils sont à l'école, et les enseignants font ce qu'ils-elles peuvent... Ajoutons que l'aide sociale à l'enfance et la protection judiciaire de la jeunesse sont exsangues. Que les municipalités n'ont plus les moyens d'embaucher des éducateurs de rue... l'austérité budgétaire a eu raison de la prévention dans toutes ses formes.

Nombreux sont les parents qui élèvent tout de même leurs enfants et leur transmettent des valeurs, dans des conditions de vie et de travail qui forcent notre respect. Mais la violence de la situation économique et sociale qui leur est faite ne peut que produire de plus en plus de souffrance



et d'individus, adultes et enfants, déstructurés. Et les services publics vont encore devoir se « serrer la ceinture » ? Les aides sociales, ce « pognon de dingue », qui permet de contenir le taux de pauvreté en France à 14% (sans elles, il serait à plus de 22%), devraient diminuer ? **Cette politique qui exacerbe les inégalités, fabrique de la violence.**

Alors oui, quand on choisit cette voie, il n'y a plus qu'à sanctionner les comportements effectivement insupportables. Et à exclure. Et exclure encore. Notamment ceux qui auraient eu le plus besoin d'éducation. Et 2300 suppressions de postes sont programmées à la prochaine rentrée dans les collèges et les lycées, puisqu'il « faut » supprimer 120 000 postes dans la fonction publique d'ici 2022... Avec le SNUipp-FSU 93, les enseignants du 1^{er} degré n'acceptent pas cette évolution-là de notre société et de son école : c'est pour cela que nous serons en grève le 12 novembre prochain.